

PCF

Parti Communiste Français

# L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 12 au 25 août 2013 – n°130

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## MONSIEUR LE PRÉSIDENT, NOUS NE SOMMES PAS DUPES ...

Il l'avait déjà dit lors du discours d'ouverture de la Conférence sociale du 20 juin et il l'a répété dans son intervention télévisée du 14 juillet. Pour équilibrer les comptes des régimes de retraite, il y a deux options qui sont possibles [...] : augmenter l'âge légal de départ en retraite, cela a été fait, c'était le principe de la réforme de 2010. J'ai considéré que cela revenait à pénaliser ceux qui ont commencé à travailler tôt. L'autre option, c'est de prolonger la durée de cotisation, c'est la mesure la plus juste, à condition de l'appliquer à tous et à tous les régimes, ...

Les salariés du pays seraient donc si stupides aux yeux de l'Élysée ?!

Ils ne seraient pas capables de voir l'entourloupe drapée d'une fausse justice. Ils seraient incapables de comprendre qu'en allongeant la durée de cotisation pour le bénéfice d'une pension de retraite à taux plein, même en laissant inchangé l'âge légal de départ à 60 ans, le gouvernement envisage de fait d'allonger la durée effective d'activité des salariés et fonctionnaires et donc de retarder l'âge réel de départ en retraite, ou de réduire le niveau des pensions de base servies par les régimes ?

Or, les conséquences de cette mesure sont aujourd'hui connues :

- Augmenter la durée de cotisation pénalise ceux qui sont entrés tard sur le marché du travail ou ceux qui ont une carrière professionnelle hachée par le chômage, puisque la durée sera difficile à obtenir.

Par exemple, pour les jeunes qui entrent en moyenne à 27-28 ans dans l'emploi stable, passer à 43 ou 44 annuités pour une pension à taux plein se traduira par une possibilité de retraite à taux plein à 70 ou 72 ans !

- Lorsqu'ils ont la chance d'être encore dans l'emploi, l'augmentation de la durée de cotisation pousse les seniors à y rester à tout prix, y compris au-delà de l'âge légal ouvrant droit à la retraite, dans l'espoir d'obtenir le taux plein.

Le taux d'emploi des seniors a en effet augmenté de 46,6 % depuis 1998. Désormais 39,7 % des 55-64 ans demeurent dans l'emploi, et ils sont 20 % après 64 ans. Mais ce maintien dans l'emploi se fait au prix d'une précarité croissante. La moitié de ceux qui ont retrouvé un emploi salarié après 55 ans travaillent en contrat temporaire et 56% sont à temps partiel. Cette proportion augmentant avec l'âge.

Sur le fond, l'allongement de la durée de cotisation tout autant que l'augmentation de l'âge légal ouvrant droit à pension sont des mesures d'une injustice profonde. Et c'est cynisme et hypocrisie que de prétendre le contraire !

Dans un contexte de crise où le chômage explose, où la précarité s'enracine, où la pression sur les salaires s'amplifie, cette mesure d'allongement de la durée de cotisation pour l'obtention d'une retraite à taux plein vise une fois encore in fine à peser sur le niveau des pensions servies par les régimes de base de retraite afin de faire des économies sur le dos des assurés sociaux.

Ce n'est pas la justice qui est recherchée, c'est la baisse des dépenses publiques et celles prises en charges socialement. D'ailleurs, même le rapport Moreau ne peut le nier. Les réformes engagées depuis 1993 ont réduit de plus de 2 points la part des retraites dans la richesse nationale, et sans changement, elles l'auront réduite de presque 7 points en 2040. Un allongement supplémentaire de la durée de cotisation n'aura d'autre effet que d'accélérer ce décrochage !

Les assureurs en embuscade peuvent alors se frotter les mains. Cette baisse programmée des pensions servies leur ouvrira un boulevard pour le développement des « complémentaires retraites » privées ou d'entreprise.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit, et que n'ont cessé de faire les réformes des retraites engagées

## SOMMAIRE

P1 Édito – Sommaire

P2 Communiqué COLLECTIF D'ACCUEIL ET DE DÉFENSE DES ROMS 74 COLLECTIF URGENCE ROMS 74 - Agenda – Été sacrifié des ministres : Sujet dérisoire – Huma dimanche du 9 au 22/8

P3 Financement/retraites : "Mettre à contribution les revenus du capital, pas du travail" – chiffres du chômage : l'échec des politiques d'austérité – mauvaise loi de programmation militaire sous contrainte de l'OTAN – L'assassinat de Mohamed Brahma est une infamie

P4 30 Milliards d'euros par les banques. L'ennemi d'hier est devenu l'ami d'aujourd'hui – Espagne/Accident : Pierre Laurent apporte son soutien - Air France: "Nouveau crash sur l'emploi" – Même judiciairement tué, Berlusconi bouge encore

P5 De retour de Hongrie - Municipales/PCF : "Lâchez nous les baskets"

P6 Japon : spectaculaire résultats des communistes - Mineurs étrangers : que l'État apporte son concours - Le droit aux vacances pour tous devrait être réel

P7 Négociations israélo-palestiniennes: veut-on enterrer la paix? - Le PC Libanais condamne la décision de l'UE d'inscrire « branche armée du Hezbollah » sur sa liste des terroristes - Russie : pétition du KPRF pour destituer le gouvernement

P8 Royal baby - Aidons l'Huma ! - laïcité au goût d'islamophobie - A lire



**COLLECTIF D'ACCUEIL ET DE DEFENSE DES ROMS 74  
COLLECTIF URGENCE ROMS 74**

En l'espace d'une semaine les forces de l'ordre ont évacué des dizaines de personnes (majoritairement des femmes et des enfants) du campement des llettes à Annecy-le-Vieux, de derrière Lidl à Annecy, et également à Annemasse.

Cet acharnement est totalement vain puisqu'il conduit les familles Roms à chercher d'autres lieux pour installer leur maigre barda. Mais, pour ces personnes, c'est encore plus de misère, plus de précarité.

Pour notre Collectif et les associations qui accompagnent, c'est des mois d'efforts mis à mal et à recommencer.

Ces évacuations arbitraires qui devraient faire l'objet d'un diagnostic social préalable conduisent surtout à des obligations de quitter le territoire et à une répression policière.

CETTE SITUATION EST INACCEPTABLE SURTOUT DE LA PART D'UN GOUVERNEMENT SOCIALISTE QUI PRETEND AGIR AVEC HUMANITE ALORS QUE LE RESULTAT EST LE MEME QUE SOUS SARKOZY

C'EST POURQUOI LE COLLECTIF D'ACCUEIL ET DE DEFENSE DES ROMS 74 ET LE COLLECTIF URGENCE ROMS APPELLENT A NOUS RASSEMBLER DEVANT LA PREFECTURE D'ANNECY JEUDI 8 AOUT A 18 HEURES POUR EXPRIMER NOTRE INDIGNATION (NOUS AVONS DEMANDE AU PREFET DE RECEVOIR UNE DELEGATION ET LA PRESENCE DU PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL)

**Agenda**

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

17/8 9H30 rendez-vous Cap Périaz (Seynod) pour le fleurissement des monuments de Vieugy dans le cadre de la commémoration du 69e anniversaire de la libération d'Annecy

18/8 8H30 Commémoration de la libération de Scionzier Marnaz Vougy

19/8 Commémoration du 69e anniversaire de la Libération d'Annecy : cérémonie au monument aux combattants, place du souvenir.

23/8 Réunion Chaîne Humaine contre les haines

24-25/8 Estivales du Front de Gauche



**Les Estivales**  
samedi 24 et dimanche 25 août  
GRENOBLE



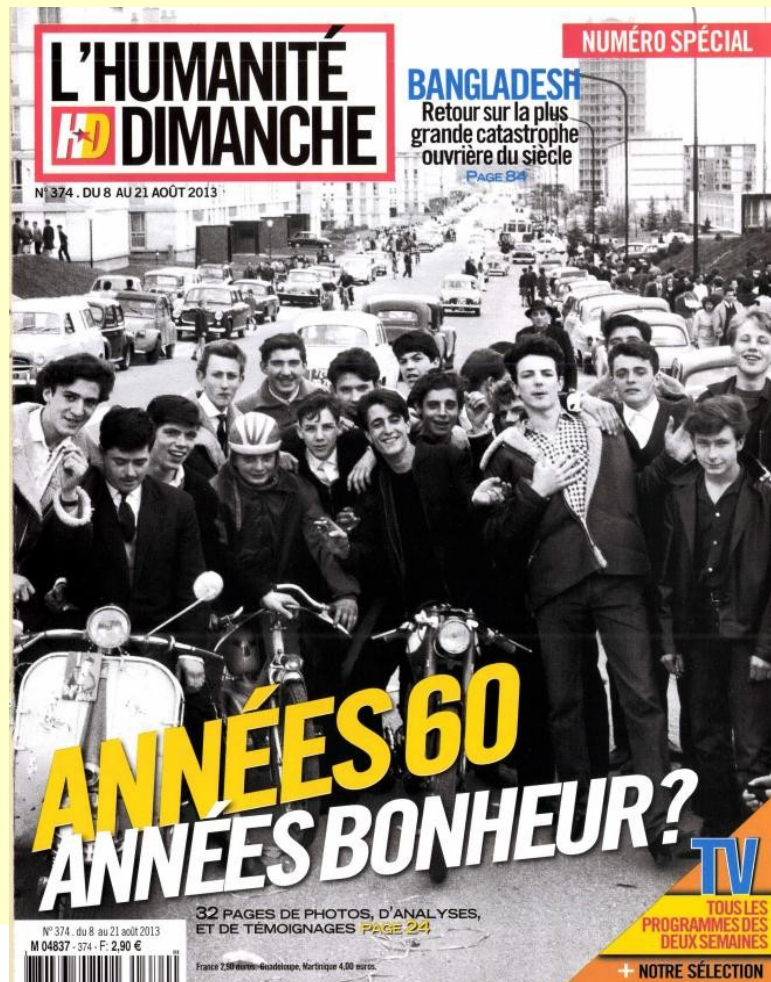
**Été sacrifié des ministres : « Sujet dérisoire quand on pense aux vrais oubliés des vacances » (Olivier Dartigolles)**

Les ministres partent en vacances pour deux semaines, pas une de plus. Le plan de communication autour de cette « actualité » ne date pas d'aujourd'hui. Voilà plusieurs jours que l'opération médiatique sur le « martyrologue » des membres du gouvernement a été lancée, avec les conseillers de l'Élysée, quand ce n'est pas le chef de l'État lui-même, qui communique lourdement sur cette question.

Que les membres du gouvernement puissent prendre quelques jours de vacances est bien naturel. Mais cela apparaît dérisoire au regard des préoccupations réelles de l'écrasante majorité de nos concitoyens. Les lieux de villégiatures des ministres ne changera rien aux conditions d'existence de toutes celles et ceux qui ne pourront pas s'évader et changer d'air quelques jours.

En France, un enfant sur 3 ne part pas en vacances. Ce plan de communication sur l'été sacrifié des ministres laisse un goût amer quand on pense aux millions de familles qui sont les vraies oubliées des vacances. Quant à celles qui peuvent s'accorder quelques jours, tout est calculé à l'euro près pour ne pas mettre son compte en banque dans le rouge avant la rentrée de septembre. Une rentrée de tous les dangers pour le pouvoir d'achat.

Bonnes vacances aux ministres qui auront tout loisir de réfléchir à l'indispensable changement de cap et au droit aux vacances pour tous.



## Financement/retraites : "Mettre à contribution les revenus du capital, pas du travail des ménages"

A en croire Bruno Le Roux ce matin (29/7), la prochaine réforme des retraites pourrait se traduire par une augmentation de la Contribution sociale généralisée (CSG). La CSG serait, selon lui, un moyen de mettre à contribution les revenus du capital. En réalité, loin d'être plus juste que les cotisations, la CSG repose essentiellement sur les revenus du travail des ménages (88%). Les revenus financiers et du patrimoine n'y contribuent que pour 11%. Les entreprises restent épargnées.

Pour Bruno le Roux, qui cherchait à l'évidence un marqueur de gauche, "cette piste ne doit pas être écartée". Nous pensons qu'aucune ne doit l'être. Pour le financement des retraites comme pour le reste, il y a urgence à engager dès la rentrée un grand plan de relance de la demande comme de l'offre.

Si une réforme clairement de gauche, juste et efficace est en réflexion, une majorité de gauche au Parlement peut décider une réforme de l'assiette des cotisations patronales, accroître le taux et la masse des cotisations sociales patronales, en modulant le taux de cotisation patronale afin de relever la part de la masse salariale dans la valeur ajoutée.

Ainsi les entreprises qui relèvent cette part, en développant l'emploi, les salaires et la formation, seraient assujetties à un taux de cotisation relativement abaissé, tandis que l'accroissement des salaires, de l'emploi, permettrait des cotisations accrues.

Inversement, les entreprises qui licencient, réduisent la part des salaires dans la valeur ajoutée, fuient dans la croissance financière, seraient assujetties à un taux de cotisation beaucoup plus lourd.

Les revenus financiers des entreprises et des institutions financières s'élèvent à plus de 300 milliards d'euros par an. Ils échappent largement aux prélèvements sociaux. En leur appliquant les taux de cotisations patronales prévus pour chaque branche de la sécurité sociale, cela rapporterait annuellement plus de 80 Milliards d'euros au régime général, dont 30 Milliards pour les seules retraites.

Voilà comment nous pouvons contribuer à la croissance réelle, et contre la financiarisation.

## "Les chiffres du chômage illustrent l'échec des politiques d'austérité"

L'illusion d'optique de mai n'a pas tenu la rampe. Les statistiques du chômage sont reparties à la hausse en juin. 14 900 nouveaux inscrits en métropole, soit un nouveau record à 3,279 millions, selon les chiffres publiés par le ministère du Travail.

Et pour cause, les déclarations d'embauche de plus d'un mois (hors intérim) chutent de 6,5 % en juin, confirmant la diminution sur un an de 5,8 % et la tendance baissière sur les deux dernières années. L'emploi privé a diminué de 0,2 % au premier trimestre 2013 (-0,7 % sur un an). Le tout, dans un contexte de hausse massive du nombre des procédures collectives et liquidations judiciaires dans l'ensemble du secteur privé (+5,4 % et +11,2% sur un an).

Voilà un cocktail amer pour les salariés, qui n'augure en rien la perspective d'une inversion de la courbe du chômage à la fin de l'année, ni même d'une quelconque reprise de l'activité.

C'est pourquoi, le volontarisme du gouvernement en matière de formation, apparaît davantage comme la volonté de masquer la réalité du sous-emploi en France, que celle de s'attaquer réellement au chômage.

Aucune des mesures annoncées par le gouvernement depuis 1 an (Crédit compétitivité, ANI, BPI..) ne permet de redynamiser l'emploi et les embauches.

En réalité, ces chiffres dramatiques de l'emploi et du chômage illustrent l'échec des politiques d'austérité, de baisse de la dépense publique et sociale, et de réduction du coût du travail menée depuis 18 mois par le gouvernement.

## LPM : Une mauvaise loi de programmation militaire sous contrainte de l'OTAN (PCF)

Le projet loi de programmation militaire 2014-2019 est sans surprise à l'image du livre blanc de la défense 2013. Un mauvais livre blanc donne une mauvaise loi de programmation militaire.

En effet cette loi acte une armée à deux vitesses : d'un côté une force d'interventions extérieures qui bénéficie de toutes les attentions financières, et de l'autre le reste de l'armée qui doit se contenter de la disette budgétaire. Il s'agit de privilégier les besoins stratégiques de l'OTAN au détriment de la protection du territoire national. La « sanctuarisation » de la force nucléaire ne peut constituer en aucun cas une réponse à la diversité et la complexité de l'ensemble des menaces qui peuvent peser sur l'indépendance de notre peuple.

On peut certes louer les efforts faits sur la cyber-défense mais comment les prendre au sérieux face à la pusillanimité du gouvernement devant les révélations de l'affaire Snowden. Les dernières révélations du Guardian indiquent la présence sur notre territoire de serveurs utilisés à des fins d'espionnage par la NSA, on ne peut sur cette affaire qu'être extrêmement étonné par le silence de l'exécutif.

Cette loi privilégie donc l'acquisition de matériels sur-sophistiqués et les externalisations dans des partenariats public-privé au détriment des hommes, de leurs formations, de leurs entraînements et de leurs conditions d'existence matérielle. On prétend ainsi gérer l'armée comme une entreprise privée en privilégiant l'accumulation de capital matériel au détriment de l'humain.

Enfin, le financement de cette loi se fonde en partie sur la vente des bijoux de famille : fréquences hertziennes, patrimoine immobilier et surtout de ventes d'actions de l'État d'entreprises stratégiques, comme Airbus ou SAFRAN, ce qui va encore amputer les moyens d'action de l'État en matière de politique industrielle. Ainsi, on brûle le plancher pour chauffer la maison France.

La protection de notre pays, la défense de l'indépendance des choix politiques, économiques et sociaux de notre peuple méritent une autre loi de programmation militaire, un autre livre blanc. C'est pourquoi le PCF demande que le gouvernement retire ce mauvais projet de loi et ce mauvais livre blanc, et qu'il initie un grand débat démocratique en France, en Europe et dans le bassin méditerranéen sur les enjeux de défense, de paix, de désarmement multilatéral.

## Tunisie : « L'assassinat de Mohamed Brahmî est une infamie » (Pierre Laurent)

L'assassinat, en ce jour anniversaire (25/7) de la république tunisienne, de Mohamed Brahmî, député, coordinateur général du Mouvement populaire et dirigeant du Front populaire, est une infamie. En abattant l'opposant au gouvernement islamiste d'Ennahda, ses assassins et leurs commanditaires veulent instaurer un climat de terreur et atteindre la démocratie tunisienne dans sa chair.

L'inaction des autorités depuis le lâche assassinat de Chokri Belaïd permet à ces commanditaires d'agir en toute impunité. Ce crime odieux vient s'ajouter aux constantes menaces et attaques dont sont la cible les militants, les dirigeants des forces démocratiques et de progrès, les syndicalistes, mais aussi les citoyens parmi lesquels de très nombreuses femmes qui s'opposent avec courage à l'obscurantisme et à une politique qui n'a fait qu'aggraver les inégalités.

Le gouvernement et le président tunisiens sont responsables d'une telle situation et ont des comptes à rendre au peuple. Les assassins et les commanditaires de Chokri Belaïd et de Mohamed Brahmî doivent être arrêtés et condamnés. La sécurité des citoyens doit être garantie en commençant par démembrer les ligues qui font régner la violence dans le pays.

Le PCF réaffirme sa totale solidarité avec le peuple tunisien et toutes les forces sociales, citoyennes et politiques démocratiques qui combattent pour une Tunisie libre, indépendante, juste et démocratique.



## 30 Milliards d'euros par les banques. L'ennemi sans visage d'hier est devenu l'ami d'aujourd'hui

Les banquiers reçus à l'Élysée vendredi 19 juillet dernier ont de quoi se féliciter.

Leur lobbying a fonctionné.

Alors que le crédit bancaire aux entreprises est rationné (-2 % entre avril 2012 et avril 2013 des encours de crédits aux entreprises), le gouvernement vient d'annoncer un transfert de 30 milliards d'euros sur la collecte de l'épargne réglementée, notamment le Livret A servant au financement du logement social, au bénéfice des banques, si celles-ci s'engagent à financer les crédits des PME.

Cette annonce est faite au moment même où le projet de loi sur le logement est débattu à l'Assemblée, qui va mettre à contribution les locataires du logement social pour soutenir les organismes du logement social étranglés financièrement par des crédits à la construction trop cher et des subventions publiques en baisse !

La démarche du gouvernement est choquante.

L'argument qui consiste à dire qu'elles n'auront les moyens d'honorer les demandes de crédits auxquelles elles devront faire face en cas de reprise est honteux.

Les banques françaises ont un niveau d'actifs équivalent à 4 fois le PIB (8 000 milliards d'euros). Elles ont bénéficié avec toutes les banques européennes de 1000 milliards d'euros de prêts par la BCE en 2012 pour relancer l'investissement, qu'elles ont rapidement investis sur les marchés financiers !

Les subventionner sans contreparties réelles par des fonds destinés au développement social, pour faire ce pourquoi normalement elles existent, le financement de l'économie réelle, et qu'elles refusent de faire jusqu'à présent parce que moins rentable que le placement sur les marchés, revient à les encourager à poursuivre dans cette voie.

C'est un nouveau cadeau fait aux banques.

Les banques n'ont donc pas d'inquiétude à se faire. Non seulement les réglementations prudentielles et fiscales qui leurs sont imposées en réponse à la crise financière, comme la perspective européenne de leur faire financer une taxe sur leurs transactions financières ne leur coûtera pas un centime.

Mais l'État prendra aussi en charge à leur place tous les coûts induits d'investissements potentiels à venir dans l'économie réelle.

En réalité, le gouvernement n'attend pas des banques du pays un engagement dans la croissance réelle. Cette recapitalisation bancaire sur fonds public montre bien qu'il est en train de leur rendre grassement ce qu'il fait mine de leur retirer publiquement.

## Espagne/Accident : Pierre Laurent apporte son soutien aux victimes et à leurs familles (PGE)

Au nom du PGE, j'apporte tout mon soutien aux victimes et à leurs familles, touchées par le déraillement du train qui reliait Madrid à Ferrol, près de Saint-Jacques de Compostelle.

C'est un terrible accident qui a touché l'Espagne et ses habitants hier soir. La compassion et la solidarité du PGE est totale.

Nous espérons que l'enquête engagée se poursuive et puisse révéler les responsabilités dans cet accident dramatique qui a fait, selon un bilan provisoire, 77 morts et plus de 140 blessés.

## Air France: "Nouveau crash sur l'emploi"

Comme l'avait annoncé en juin dernier le PDG d'Air France-KLM, la principale compagnie aérienne française va annoncer ce matin lors d'un CCE une nouvelle restructuration impliquant la suppression de milliers d'emplois.

La facture du plan Transform 2015 qui, en 2012, prévoyait 5 122 départs soit 10% des effectifs, s'alourdit avec ces nouvelles mesures d'économies annoncées par Alexandre de Juniac.

Au nom de la rentabilité de la compagnie, la direction d'Air France, pour réaliser les 2 milliards d'économies s'apprête donc à restructurer plusieurs secteurs, notamment les coûts et organisations des escales.

Plan de départs volontaires, temps partiel, flexibilité, congés sans solde, le PDG d'Air France peut employer tous les termes pour minimiser l'impact des mesures, rien n'y change : plus de 2500 personnes sont à nouveau concernées et autant de postes qui vont être détruits. Un vrai crash pour l'emploi dans une période de chômage de masse.

Le PCF se place résolument au côté des syndicats et des salariés qui s'opposent au dépeçage d'Air France. Il réaffirme que les solutions ne sont ni dans les politiques d'austérité, ni dans les politiques ultralibérales imposées au nom de la politique européenne.

Une grande entreprise aérienne nationale dont l'État est actionnaire ne peut être gérée aux seuls critères de rentabilité et de concurrence au risque de mettre la sécurité des usagers en danger.

Il est dangereux de mettre le transport public dans les mains des marchés financiers comme le prouvent hélas les derniers accidents ferroviaires en Europe.

Le PCF interpelle le gouvernement et le ministre des Transports sur l'exigence d'organiser rapidement une table ronde à l'échelle nationale sur le transport aérien public pour stopper la casse de l'emploi qui remet en cause la qualité et la sécurité.

## « Même judiciairement tué, Berlusconi bouge encore » (Gilles Garnier)

La sentence est tombée. Elle est juste et utile pour le pays, pour la morale politique que ce leader incontesté de la droite a bafoué durant 20 ans. Berlusconi a cru, utilisant toutes les ficelles judiciaires, échapper à la sentence. Cette décision n'est que la première d'une longue série qui peut définitivement achever sa carrière politique.

Mais même blessé, même achevé, il bouge encore menaçant la survie du gouvernement, si celui-ci ne s'attaque pas à la réforme judiciaire. Il en appelle à la rue contre les juges, qui sont aujourd'hui l'honneur de la république italienne. Il ose aussi demander la grâce présidentielle. Le parti démocrate est coincé entre sa volonté de soutenir le gouvernement et d'exclure Berlusconi du Sénat, ce qui enlèvera automatiquement le soutien de la droite au gouvernement Letta.

Les élections semblent être une solution inévitable.

Le PCF pense d'abord au peuple italien qui souffre des mesures d'austérité voulues par la droite, le centre et soutenues par le parti démocrate.

Il appelle au soutien de l'indépendance de la justice et veut croire à un sursaut de conscience de l'ensemble des forces de gauche de transformation sociale et de la gauche morale, afin que ce pays dégage une alternative aux politiques néo libérales.

La 3ème puissance économique d'Europe ne doit pas tomber dans un césarisme qui l'éloignerait des valeurs républicaines qui ont été sa force et son honneur.

## De retour de Hongrie : partagée entre inquiétudes, rage et impuissance.

Marie-Christine VERGIAT 27 juillet 2013

Petit billet après mon dernier voyage en Hongrie

J'ai passé quatre jours en Hongrie autour du week-end dernier.

J'étais invitée pour la clôture de la Green academy des Verts d'Europe centrale et orientale et j'en ai profité pour rencontrer un certain nombre d'interlocuteurs et faire le point avec eux notamment après le vote par le Parlement européen d'un rapport sur la situation des droits de l'Homme dans ce pays auquel j'ai largement participé comme porte-parole de la GUE/NGL. Je rappellerai que ce rapport a été adopté à plus de 380 voix, soit une très forte majorité ce qui n'en fait en rien un rapport de gauche. Contrairement à ce que s'ingénie à faire croire Viktor Orban et le FIDESZ, ce rapport a bel et bien été voté par une partie de la droite.

Je veux d'abord remercier les Verts hongrois de m'avoir invitée à leur Green academy qui est en quelque sorte leur Université d'été au bord du lac de Velence. Nous avons eu un débat riche autour des questions de citoyenneté et de démocratie dans l'UE et j'ai pu une fois de plus constater que, sur ces sujets, Gauche européenne et Verts européens convergeaient largement.

Mais je veux surtout vous rapporter ici le sentiment global sur ce que j'ai pu recueillir en ce qui concerne la situation en Hongrie. Et je ne suis guère optimiste.

L'impression dominante est que le pays est de plus en plus placé sous l'emprise du FIDESZ et de ses dirigeants et notamment de Viktor Orban et de quelques-uns de ses proches. Et cela vaut tant du point de vue politique que du point de vue économique.

Viktor Orban pratique en même temps un libéralisme et un nationalisme assez particulier ce qui lui permet de dénoncer les multinationales et l'Union européenne tout en étant vice-président du PPE, le principal parti de la droite européenne et de distribuer à ses amis politiques en Hongrie les terres agricoles, les marchés publics ou les bureaux de vente de tabac pour ne parler que des derniers scandales. Certains parlent de capitalisme national ou nationaliste, je pense qu'il est plus juste de le qualifier de FIDESZien, voir d'orbanien. Ayant rencontré à deux reprises « Transparency international » au cours de mes déplacements en Hongrie, j'ai pu les entendre dire que, certes, la corruption existait déjà sous le précédent gouvernement (et cela a beaucoup contribué à déconsidérer le parti socialiste hongrois, le MSZP) mais qu'aujourd'hui, elle était plus généralisée, légalisée et centralisée. Tout un programme...

Même volonté de mainmise du parti au pouvoir dans la fonction publique où j'ai appris lors de ce dernier voyage qu'une chasse aux sorcières avait été ouverte jusqu'à des niveaux assez bas de hiérarchie puisque cela concerne les niveaux équivalents à ceux de rédacteur.

Même tableau dans les médias, notamment mais pas seulement publics, où les journalistes ont été soit licenciés, soit ont peur de l'être quand ils ne sont pas proches du pouvoir. Résultat on ne peut pas dire que la liberté d'expression se porte bien mais ça je le savais déjà.

On m'a également dit qu'un an avant les nouvelles élections législatives, Viktor Orban manœuvrait assez bien l'opinion publique, au-delà de son discours nationaliste et anti-européen (le Jobbik, parti d'extrême droite antisémite et anti-roms est autour de 15 % dans les sondages), en faisant des promesses à certaines catégories sociales. Certains de mes interlocuteurs m'ont laissé cependant entendre que vu la situation budgétaire de la Hongrie, cela risque de n'être que de belles promesses n'engageant que ceux qui les entendent.

Et ce que l'on sait moins, c'est que la situation sociale dans le pays est assez dramatique avec 40 % de la population en deçà du seuil de pauvreté, ce qui est déjà un des pires pourcentage de l'UE mais surtout avec plus d'un million de personnes en situation d'extrême pauvreté, soit plus de 10 % de la population et là, c'est un taux record. Ai-je besoin de préciser que ces populations sont majoritairement des populations roms !

La situation n'est donc guère encourageante d'autant que les progressistes et mouvements de gauche sont pour le moins assez divisés. Le LMP (Lehet Mas a Politika, Une autre politique est possible) qui avait émergé en 2010 vient même lui-même de scissionner et donner naissance à un nouveau parti le PM (Parbeszed Magyarorszáért, Dialogue pour la Hongrie). Lors des prochaines élections, le taux d'abstention risque d'être record pour le grand bénéficiaire du FIDESZ et du JOBBIK.

Un élément m'a enfin beaucoup frappé. Plusieurs de mes interlocuteurs m'ont exprimé le même sentiment sous diverses formules : les Hongrois ont de nouveau peur comme dans les années 70 sous Kadar ou même dans les années 30 sous le sinistre Horthy.

Depuis mon retour, cette phrase est comme un leitmotiv dans ma tête. J'enrage de voir l'impuissance des institutions européennes à sanctionner les dérives d'un de ses États membres. Et je ne cesse de me demander comment nous pourrions au mieux aider le peuple hongrois et tout particulièrement nos ami(e)s de Munkáspárt 2006, membre du parti de la Gauche européenne avec qui j'ai une nouvelle eu beaucoup de plaisir à échanger.

Ne pas me taire et vous raconter ce que j'ai vu et entendu est sans doute la principale arme dont je dispose. C'est pourquoi j'ai tenu à faire ce billet.

**Municipales/PCF : "Lâchez nous les baskets, faites comme bon vous semble et laissez nous faire comme nous le souhaitons"**

Coup de gueule de José Fort, journaliste à l'Humanité

Un débat est provoqué sur le thème des municipales, le PCF et le FDG. Souvent en termes violents contre les communistes. De quoi s'agit-il?

Le PCF s'apprête-t-il à passer un accord avec le PS? Faux.

Le PCF veut-il conserver ses élus municipaux, barrer la route à la droite et à l'extrême droite? Juste

Le PCF et ses élus sont-ils résolument contre la politique du PS, de Hollande et de Ayrault? Ils le démontrent tous les jours et heureusement que les députés pour la plupart communistes, peu nombreux, font entendre la voix de l'opposition. Sans eux, aucune voix discordante ne se ferait entendre.

Est-il scandaleux de travailler sur la base d'un programme municipal (Je répète, sur la base d'un programme municipal de gauche et de progrès) avec tous ceux qui le souhaitent - y compris les socialistes et les verts? A moins de se réfugier dans le sectarisme boutiquier, on ne doit rejeter personne hors droite et son extrême.

Le PCF souhaite-t-il conserver son indépendance et son autonomie dans le cadre d'une large union? Exact et l'expérience montre que la fusion dans un parti du genre Linke aurait été une erreur.

Le PCF adoptera-t-il son attitude selon les spécificités du moment et du terrain? Exact, cela s'appelle faire de la politique.

Alors? Alors à tous nos amis très remontés, lâchez nous les baskets, faites comme bon vous semble et laissez nous faire comme nous le souhaitons.

José Fort

Un membre de base du PCF à jour de ses cotisations qui revendique qu'on ne se mêle pas de ses propres affaires.

## Japon : spectaculaire résultats des communistes

<http://frontdegauchegrasse.wordpress.com/2013/07/24/japon-spectaculaire-resultats-des-communistes/>

Aux élections sénatoriales du 21 juillet, les communistes japonais ont obtenu leur meilleur résultat depuis 1998 en doublant quasiment leur représentation à la Chambre Haute.

De 6 sièges précédemment, les élus du PCJ passent à 11 avec une moyenne de près de 11% des suffrages sur l'ensemble du pays. Cette victoire confirme les très bons résultats obtenus en juin aux élections pour le Conseil de métropole de Tokyo où, avec plus de 13%, les communistes japonais sont passés de 8 à 17 sièges.

"C'est la marque évidente de l'influence croissante du Parti Communiste Japonais dans les plus grandes villes du pays" commente le grand quotidien de référence "Asahi Shimbun".

A Tokyo, c'est une femme de 30 ans, Yoshiko Kira qui sera la première à représenter le PCJ depuis 12 ans. A Osaka, Kotaro Tatsumi, 36 ans. A Kyoto, le PCJ gagne pour la première fois depuis 15 ans un siège de sénateur.

Au grand dam du "Wall Street Journal" et dans le silence gêné des "grands" médias français qui n'en ont pipé mot, le Parti Communiste Japonais défie tous les « déclinologues » qui n'ont cessé de prédire son inéluctable fin. Le PCJ a « résisté lors des législatives de 2012, conquis aux élections municipales de Tokyo en avril et vient de triompher lors de ces sénatoriales ».

Ces élections sénatoriales ont donc japonaises ont donc été marqué par trois faits :

- la victoire écrasante du Parti Libéral-Démocrate (PLD) de Shinzo Abe, (115 sièges sur 242 que compte le Sénat : + 65 sièges ). C'est le parti des monopoles (keiretsu) japonais et du national-militarisme revanchard.

- la déroute du Parti Démocrate, sanctionné pour sa convergence de vues avec le PLD sur les questions essentielles, notamment la politique économique. Il ne conserve que 59 sièges ( dont aucun à Tokyo!)

- la percée spectaculaire du Parti Communiste du Japon. Les instituts de sondage annonçaient un résultat autour de 5-6% pour les communistes. Ils gagnent près d'1,5 million de voix et doublent leur représentation.

Ces résultats spectaculaires ont plusieurs causes: une campagne atypique de masse qui a utilisé tous les moyens modernes de communication notamment internet et les réseaux sociaux. Et en même temps une ligne de lutte de masse contre le consensus sur le capitalisme entre Parti Démocrate et Parti Libéral Démocrate.

Le PCJ a mené une campagne active contre la hausse de la TVA, la casse de la protection du travail pour les travailleurs ; les cadeaux fiscaux et les investissements favorables au capital, l'injection d'agent public et la baisse du taux d'intérêt pour les entreprises. Il a également mené campagne contre le Traité de libre-échange (dit trans-pacifique) avec les États-Unis, contre la ligne atlantiste du gouvernement ainsi que contre son nationalisme revanchard, contre les propositions de révision militariste de la constitution, enfin contre la relance de la politique énergétique donnant la priorité au nucléaire.

Parallèlement, les militants du PCJ ont été particulièrement actifs partout dans l'aide aux sinistrés et aux victimes du tsunami et de Fukushima [témoignage du député communiste japonais Akira Kasai paru dans le mensuel de l'ANECR : <http://www.elunet.org/spip.php?article18945>]

Au cours des dernières de semaine de campagne, le PCJ a notamment mis en avant la lutte contre les « entreprises noires », des entreprises qui sur-exploitent leurs employés, sans nécessairement les payer plus, mais les tuent à la tâche : les "kairosi".

Le Parti Communiste a demandé à ce que ces entreprises soient lourdement sanctionnées et menacées de fermeture

Cette ligne de combat anticapitaliste résolue est portée par une organisation communiste de masse de 400 000 militants et un quotidien, "Akahata" ("le Drapeau Rouge") qui vend 1.700.000 exemplaires de son édition dominicale.

## Mineurs étrangers : "Il faut que l'État apporte son concours"

A Orléans, la situation des jeunes mineurs devient de plus en plus intenable. Aujourd'hui, un rassemblement était organisé pour l'un d'eux, menacé d'exclusion de son foyer.

« On accuse souvent les jeunes mineurs de mentir sur leur âge », regrette Michel Ricoud, conseiller municipal communiste à Orléans. C'est la situation dans laquelle s'est retrouvé Modibo Magassa, un jeune malien de 16 ans, à Orléans, hébergé au Foyer des Cèdres à Saint-Jean-de-la-Ruelle. Le Conseil général avait décidé d'arrêter de le prendre en charge, car il le considérait d'âge adulte. Aujourd'hui, un rassemblement auquel appelaient le PCF, RESF et Sud, a eu lieu pour soutenir ce jeune. Modibo devait être exclu de son foyer ce midi, mais les mobilisés ont obtenu qu'il y reste jusqu'au 5 août, date à laquelle il part en colonie de vacances. A son retour, fin août, « il y aura la recherche d'une solution pérenne avec les services de l'État », rapporte Michel Ricoud. « Ce n'est qu'un premier acquis », nuance-t-il.

Modibo a eu de la chance, mais d'autres n'en ont pas eu autant. « Il y a 150 jeunes mineurs logés dans les hôtels à Orléans », estime Ségolène Petit, militante à RESF. « Comme il n'y a pas assez de places disponibles dans les foyers, l'aide sociale à l'enfance décide de ne plus les prendre en charge », dénonce-t-elle. Du jour au lendemain, ces jeunes mineurs se retrouvent sans toit et sans nourriture. « Quand les jeunes mineurs sont ensuite mis à la rue, ils se retrouvent dans une situation dramatique car l'hébergement d'urgence est saturé, ils doivent dormir dehors, ce qui est dangereux », explique Michel Ricoud. « La loi doit être respectée en matière de droits à l'enfance, les rejets des demandes de jeunes sont injustifiées, certains sont déclarés comme non isolés car il leur reste un parent à l'étranger », critique Ségolène Petit. Situation paradoxale, puisque c'est l'isolement sur le territoire français qui devrait être pris en compte.

« C'est un problème national, il faut que l'État apporte son concours, on a besoin de la mobilisation de tout le monde sur cette question », demande le conseiller municipal. « L'État devrait aider les départements dans la prise en charge de ces jeunes », préconise Ségolène Petit. Certains départements n'en accueillent quasiment pas, contrairement à d'autre où l'affluence est plus nombreuse, comme dans le Loiret. « Ces jeunes ne demandent qu'à être scolarisés, intégrés, avoir une vie normale », constate Michel Ricoud. Mais les moyens ne sont pas mis en place.

## Séverine Peter (PCF) : "Le droit aux vacances pour tous devrait être réel"

Séverine Peter, adjointe (PCF) au maire d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), chargée de la jeunesse et des sports.

« Ivry-sur-Seine est une municipalité engagée sur le droit aux vacances depuis 1927, quand elle a acquis son premier centre de vacances. Cet été, 1 500 enfants pourront profiter de séjours grâce à la mairie.

Les destinations sont variées: Cuba, Maroc, Angleterre, Écosse, Espagne... Des voyages de solidarité sont aussi organisés avec des jeunes majeurs, cette année envoyés en Palestine. Notre objectif: permettre aux jeunes chaque année d'avoir accès à de nouveaux voyages, dans des endroits où leurs parents n'auraient pas les moyens de les emmener.

Malgré la conjoncture difficile, ce n'est pas concevable de réduire le budget qui est dédié aux séjours de vacances pour les jeunes. Le droit aux vacances pour tous devrait être réel. C'est un choix engagé, on a conscience que les parents peuvent moins assumer le coût des vacances aujourd'hui.

La politique qu'on mène permet un accès aux vacances grâce à une tarification abordable, basée sur le quotient familial. Globalement, c'est la ville qui assume pleinement le coût des séjours.

L'État devrait intervenir sur la question des prix des transports qui ont explosé, d'autant que les tarifs de groupe de la SNCF ont été supprimés. Il devrait aussi attribuer à nouveau des moyens à la direction départementale de la cohésion sociale, qui s'occupe notamment des questions liées à la jeunesse et aux sports. Or aujourd'hui, tout repose sur les collectivités. »



## Reprise des négociations israélo-palestiniennes: veut-on enterrer la paix?

Les négociations de paix directes entre Israéliens et Palestiniens, gelées depuis trois ans, ont repris lundi soir à Washington, sous le parrainage du secrétaire d'État américain, dans un climat des plus déléteres, nous laissant sceptiques quand à l'aboutissement de celles-ci.

En effet, d'ores et déjà le ministre de l'économie israélien déclarait en préambule "J'ai tué beaucoup d'Arabes dans ma vie. Et il n'y a aucun problème avec ça". N'oublions pas non plus que la ministre israélienne chargée des négociations n'est autre que Tzipi Livni, ministre des affaires étrangères durant l'opération « Plomb durci » en 2009, poursuivie en Grande-Bretagne pour « crimes de guerres »... En outre, les diverses discussions et négociations engagées depuis de nombreuses années n'ont abouti qu'au développement des colonies illégales ainsi qu'à l'aggravation des conditions de vies des Palestiniens.

Enfin, comment croire que les revendications légitimes des Palestiniens - respect des frontières de 1967 reconnue par le droit international, gel complet de la colonisation, libération des prisonniers politiques palestiniens - aboutissent alors même qu'elles sont balayées par John Kerry et Benjamin Netanyahu.

Ainsi, si ces négociations ne visent qu'à renforcer la position dominante d'Israël dans la région et servir les intérêts états-uniens, elles n'aboutiront certainement pas à une paix juste et durable.

Dès lors, les jeunes communistes, dans la continuité de notre grande campagne nationale « Palestine : agir ici et maintenant » et des milliers de jeunes que nous avons mobilisés à l'occasion de tournois de foot, appellent à faire grandir la pression sur l'État d'Israël dans la lignée de la décision de l'Union Européenne d'exclure les territoires occupés de sa coopération.

Il est de la responsabilité de chacun de s'organiser et agir par tous moyens afin que François Hollande et le Gouvernement mettent en œuvre l'engagement n°59 de son programme : « Je soutiendrai la reconnaissance internationale de l'État palestinien » et fassent enfin respecter le droit international.

## Le Parti Communiste Libanais condamne la décision de l'UE d'inscrire « branche armée du Hezbollah » sur sa liste des organisations terroristes

Le Parti Communiste Libanais condamne énergiquement la décision de l'Union Européenne d'inscrire sur ce qu'il nomme « branche armée du Hezbollah » sur sa liste des organisations terroristes, décision satisfaisant aux diktats que lui imposent l'impérialisme américain et l'entité sioniste et outrepassant les bases d'une relation normale avec les pays souverains, cette initiative intervenant malgré le message de la Présidence de la République Libanaise avertissant du danger qu'elle représente à la paix civile au Liban.

Le Parti Communiste Libanais considère qu'une telle soumission aux diktats américano-sionistes s'inscrit dans une politique qui n'a jamais pris en considération, ni les intérêts des peuples d'Europe et ni surtout l'aspiration des peuples arabes à la libération, à l'indépendance et au changement démocratique.

Il souligne particulièrement l'alignement des dirigeants européens à l'ennemi sioniste qui s'est manifesté non seulement dans les termes de la résolution 1701 contrariant la Résistance Nationale Libanaise, mais aussi au moment où cet ennemi persévère dans son occupation des fermes de Chabaa et des collines de Kfarchouba et dans ses agressions quotidiennes de la souveraineté de notre espace aérien et de nos eaux territoriales.

Sur ces bases, le Parti demande à l'exécutif libanais de refuser cette décision tant dans sa globalité que dans ses détails, du fait de son atteinte à la souveraineté nationale du Liban, et de prendre les dispositions adéquates pour répondre aux pays initiateurs de cette décision.

## Russie : La pétition du KPRF pour destituer le gouvernement vise un million de signatures

Les communistes veulent recueillir d'ici septembre un million de signatures pour appuyer la démission du gouvernement, écrit le quotidien RBC Daily du 23 juillet 2013

Les voix de la population viendront renforcer la motion de censure du Parti communiste de la fédération de Russie (KPRF) et seront un argument de poids dans le dialogue entre le chef du parti Guennadi Ziouganov et le président Vladimir Poutine.

Les politologues estiment que les communistes pourront recueillir un million de signatures mais se rejoignent pour dire que cette action ne fera de tort personne - au contraire elle pourrait être bénéfique pour le Kremlin, pour Ziouganov et même pour le gouvernement.

Le KPRF avait annoncé vouloir un vote de défiance contre le gouvernement immédiatement après l'apparition du projet de loi sur la réforme de l'Académie des sciences de Russie à la Douma (chambre basse du parlement). Les amendements engagés par la Douma et soutenus par Poutine ont permis d'apaiser quelque peu les passions mais les communistes n'ont pas renoncé pour autant à l'idée de dissoudre le gouvernement.

Le recueil des signatures se déroule aujourd'hui dans presque toutes les régions, de même qu'en ligne sur le site open-town.org. "A l'heure actuelle, entre 270 000 et 300 000 personnes ont signé la pétition. Nous espérons arriver au million de signatures avant d'en référer à la Douma", déclare Vadim Soloviev, chef du département juridique du PC. Le parti espère recueillir une grande partie des signatures au cours de la manifestation "Démission du gouvernement !" prévue le 27 juillet. "Les signatures recueillies permettront à Guennadi Ziouganov de discuter sérieusement avec le président en septembre", a déclaré Vadim Soloviev.

En automne Vladimir Poutine attend du gouvernement qu'il donne des preuves de son action, de l'accomplissement des directives du chef de l'État et de son utilité sociale. Si les communistes présentaient les signatures au Kremlin en septembre une dissolution du gouvernement serait peu probable, estime Mikhaïl Remizov, président de l'Institut de stratégie nationale. "Si la démission du gouvernement était réellement prévue c'est le président qui déciderait, pas le principal parti d'opposition du pays", dit-il.

Dans cette situation tout le monde pourrait être gagnant : le KPRF, Poutine et même le gouvernement, déclare Alexeï Makarkine, directeur adjoint du Centre de technologies politiques. Le Kremlin pourrait se réjouir de voir les communistes affaiblir une fois de plus Medvedev sur la place publique. Cela pourrait également profiter à Ziouganov qui renforcerait son image d'opposant, sachant que les communistes ont récemment voté certaines initiatives pro-gouvernementales. Le gouvernement n'a pas non plus à se plaindre, déclare Alexeï Makarkine : "En Russie on n'a pas pour habitude de dissoudre le gouvernement si l'initiative vient de l'opposition. Si Ziouganov soumettait au président un million de signatures, c'est lui qui aurait dissous le gouvernement".

La fraction du KPRF et les représentants du parti Russie juste ont déjà recueilli un nombre suffisant de voix au parlement pour suggérer la démission du gouvernement - plus de 100. D'après le règlement de la chambre basse, au moins 90 signatures sont nécessaires pour soumettre la proposition et la possibilité d'un vote de défiance doit être examinée dans la semaine qui suit l'initiative. Une majorité simple de voix - 226 députés sur 450 - suffit à adopter une motion de censure en Russie.

Conformément à la constitution, le sort du gouvernement serait au final entre les mains du président. S'il choisissait de faire confiance à ses ministres la Douma devrait, trois mois maximum après le premier vote, exprimer un nouveau vote de défiance au gouvernement afin que le président annonce la démission du gouvernement ou dissolve la Douma.

## Ce Royal baby commence à nous les briser menu...

France Inter, lundi matin, 8h25. L'animateur annonce l'arrivée de la princesse Kate à St Mary's Hospital. Au même moment, les radios, I télé et BFM relaient l'information

Durant toute la journée, directs et commentaires sur l'heure de l'accouchement, le sexe du Royal baby, les prénoms en lice pour des paris en hausse, l'augmentation de la présence policière, ont rempli les antennes. Déjà dimanche, nous avons eu droit au couronnement du nouveau roi des Belges. Nous voici maintenant plongé dans la religiosité de nombreux Britanniques pour un rejeton ou une rejetone qui n'en demande pas tant.

République

Que la presse britannique spécialisée dans les scandales et autres perversités de la famille royale consacre des pages et des pages à un non-événement, grand bien leur fasse. Autre chose est l'état d'extase imbécile dans lequel se vautrent les médias français. Sommes-nous toujours en République?

Personne n'est dupe. Pendant qu'on pleure de joie dans les chaumières en attendant la naissance d'un futur profiteur qui vivra aux crochets des contribuables britanniques, les questions de la vie quotidienne disparaissent des radars. En Grande-Bretagne, quelques et seulement quelques voix s'élèvent pour critiquer le déferlement médiatique. C'est leur affaire. Mais en France républicaine n'est-il pas temps d'inviter à un peu plus de discrétion, de retenue, de dignité. Laissez cet enfant naître dans la sérénité et lâchez nous les baskets avec ce Royal baby et vos pitreries.

José Fort

<http://www.humanite.fr/monde/ce-royal-baby-commence-nous-les-briser-menu-546332>

## Pétition en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>.



**L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.**

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

## Une laïcité au goût d'islamophobie

Lundi 5 août étaient révélées les conclusions de la mission sur la laïcité qui préconise notamment l'interdiction des « signes et tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse » dans les universités, proposition visant explicitement les femmes voilées. En effet, l'auteur de ce rapport Alain Seksig nommé par la droite en 2009, est en croisade depuis plusieurs années contre les musulmans de France. Plus fort que Jean-François Copé et ses pains au chocolat, il déclarait dix ans auparavant que dans certains lycées, des salles étaient « annexées » par des élèves musulmans qui en interdisaient l'accès à ceux qui mangeaient du porc. Toujours la même manœuvre nauséabonde, de faire d'anecdotes non vérifiées des vérités générales pour instaurer la peur et la division.

Les étudiants communistes dénoncent cette proposition qui s'inscrit dans la droite ligne du sarkozysme. Après cinq ans d'islamophobie portée jusqu'à la tête de l'État, comment un gouvernement qui se dit progressiste peut-il s'inscrire dans cette démarche ? On a jamais intégré personne par des procédés d'exclusion. Les conséquences d'une telle décision seraient terribles à la fois pour les étudiantes qui se retrouveraient mises à la porte de leur université, et pour la société tout entière.

Alors que plusieurs universités sont en faillite, c'est bien de moyens qu'a besoin l'Enseignement Supérieur et non de mesures discriminantes.

Et si Alain Seksig est si attaché à la laïcité, qu'il s'attaque alors aux milliers d'euros de subventions publiques donnés à l'enseignement privé catholique chaque année, ou encore aux accords France-Vatican qui permettent aux universités catholiques de faire reconnaître leurs diplômes sans contrôle.

Nous ne tomberons pas dans ce piège grossier.

La laïcité exige la neutralité des agents de l'État, pas celle des usagers.

Et la défense des principes laïcs ne passe ni par l'islamophobie, ni par le racisme.

Jules Rondeau, coordinateur national de l'UEC

## A voir sur l'internet

Le blog des communistes de la ville d'Annecy :

<http://blog.annecyensemble.org>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

<http://www.humanite.fr/social-eco/notre-dame-de-briancon-les-croizat-des-marmites-du-546789>

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



A lire

**L'Humanifeste du PCF** "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

**Économie & Politique**  
numéro spécial  
contre l'austérité

